La base de données mondiale des statistiques des recettes publiques 2022

OCDE

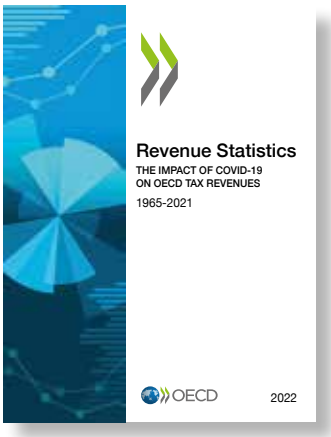
DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

La base de données mondiale des statistiques des recettes publiques

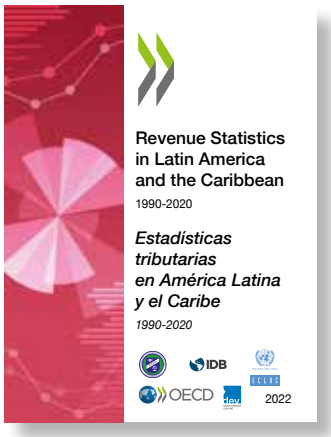
La base de données mondiale des statistiques des recettes publiques est la ressource incontournable pour obtenir des données de haute qualité, complètes et comparables sur les recettes fiscales. Couvrant désormais 120 économies, la base de données fournit des informations cruciales pour l'analyse comparative des politiques fiscales et pour les stratégies des pays visant à assurer la viabilité budgétaire et la résilience économique.

Grace Perez-Navarro
Directrice, Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE

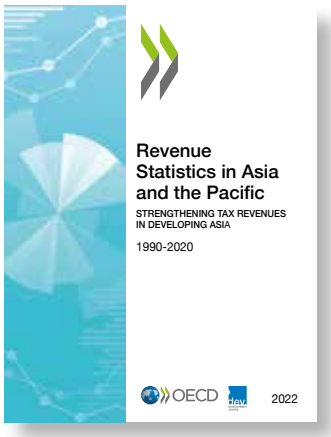
Les publications



Statistiques des recettes publiques
Publiée depuis 1972
Données à partir de 1965



Statistiques des recettes publiques en Amérique latine et dans les Caraïbes
Publiée depuis 2011
Données à partir de 1990



Statistiques des recettes publiques dans les économies d'Asie et du Pacifique
Publiée depuis 2014
Données à partir de 1990

Statistiques des recettes publiques en Afrique
Publiée depuis 2016
Données à partir de 1990

Avec le soutien financier de :

Co-financé par l'Union européenne

Irish Aid
Rialtas na hÉireann
Government of Ireland

財務省
Ministry of Finance, JAPAN

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances

LUXEMBOURG
AID & DEVELOPMENT

Ministry of Foreign Affairs

Norad

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Suède
Sverige

UKaid
from the British people

L'OCDE est une organisation intergouvernementale qui regroupe 38 pays et qui a aidé à développer des normes mondiales, des conventions internationales, des accords et des recommandations depuis 1961 afin de promouvoir des règles dans des domaines comme la gouvernance, la lutte contre la corruption, pour appuyer la responsabilité des entreprises, l'aide au développement, l'investissement mondial et la fiscalité internationale.

Partenariats

Le Centre de développement de l'OCDE, créé en 1961, offre une plate-forme unique et inclusive pour le partage des connaissances et le dialogue politique fondé sur des données factuelles. Il compte actuellement 57 membres et rassemble sur un pied d'égalité les pays de l'OCDE et les pays non membres de l'OCDE à différents niveaux de développement.

Amérique latine et Caraïbes

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) est l'une des cinq commissions régionales des Nations Unies. Elle a été fondée dans le but de contribuer au développement économique de l'Amérique latine, de coordonner les actions visant à cette fin et de renforcer les liens économiques entre les pays et avec d'autres nations du monde. La promotion du développement social de la région a ensuite été inscrite parmi ses principaux objectifs. Les 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que plusieurs pays d'Asie, d'Europe et d'Amérique du Nord qui ont des liens historiques, économiques et culturels avec la région, comprennent les 46 États membres de la CEPALC.

Le Centre interaméricain des administrations fiscales (CIAT) soutient les efforts des gouvernements nationaux en favorisant l'évolution, l'acceptation sociale et le renforcement institutionnel des administrations fiscales, en encourageant la coopération internationale et l'échange d'expériences et de meilleures pratiques. Le CIAT est une organisation publique internationale à but non lucratif qui fournit une assistance technique spécialisée pour la modernisation et le renforcement des administrations fiscales. Fondé en 1967, le CIAT compte actuellement 42 pays membres et pays membres associés sur quatre continents.

La Banque interaméricaine de développement (BID) a été fondée en 1959. Ses domaines d'intervention actuels comprennent trois défis de développement - inclusion sociale et inégalité, productivité et innovation et intégration économique - et trois questions transversales - égalité des sexes et diversité, changement climatique et la durabilité environnementale; et les capacités institutionnelles et l'état de droit. La BID est la principale source de financement du développement pour l'Amérique latine et les Caraïbes, fournissant des prêts, des dons et une assistance technique; et menant des recherches approfondies.

Asie et Pacifique

BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT

La BAD s'est engagée à réaliser une région Asie-Pacifique plus prospère, plus inclusive, plus résiliente et plus durable, tout en poursuivant ses efforts pour éradiquer l'extrême pauvreté. Créée en 1966, elle appartient à 67 membres- 48 de la région. Ses principaux instruments pour accompagner ses pays membres émergents sont le dialogue politique, les prêts, les investissements en actions, les garanties, les dons et l'assistance technique.

La Communauté du Pacifique (CPS) est une organisation intergouvernementale qui poursuit le développement durable au profit des peuples du Pacifique, en fournissant un soutien technique et scientifique dans un éventail de secteurs, y compris les questions transversales telles que le changement climatique, la gestion des risques de catastrophe, la sécurité alimentaire, l'égalité des sexes, les droits de la personne, le développement sanitaire et social.

La « Pacific Islands Tax Administrators Association » (PITAA) fournit un forum aux pays insulaires du Pacifique pour discuter et partager leurs expériences sur l'administration fiscale et les questions de politique. PITAA a été créée en 2004 avec 16 pays membres et vise à promouvoir les meilleures pratiques internationales sur les normes d'administration fiscale dans le Pacifique.

Afrique

Le forum africain sur l'administration fiscale (ATAF) est une organisation internationale crée en 2008 qui représente 38 pays. L'ATAF est une plateforme pour promouvoir la coopération mutuelle entre les administrations fiscales africaines.

L'Union africaine (UA) est une organisation continentale représentant 55 États africains. Créée en 2002, elle est composée de deux organes politiques et administratifs destinés à promouvoir l'unité et la solidarité entre les États africains, coordonner et intensifier la coopération pour le développement.

À propos de
La base de données mondiale des statistiques

Les ressources intérieures jouent un rôle décisif pour financer le développement durable et pour mettre en œuvre les Objectifs de développement durable (ODD). Elles sont également essentielles pour les économies du monde entier pour se relever de la crise du COVID-19 et affronter d'autres défis importants, tant nationaux qu'internationaux. La ***base de données mondiale des statistiques des recettes publiques*** y contribue en mesurant les progrès en matière de mobilisation des ressources intérieures et en livrant des indicateurs spécifiques aux pays, contribuant ainsi à la réalisation de l'ODD 17 et du Programme d'action d'Addis-Abeba, et répondant à une demande de plus de 70 pays et organisations internationales participant à l'Initiative fiscale d'Addis-Abeba.

La ***base de données mondiale des statistiques des recettes publiques*** montre que les pays ont progressé dans la mobilisation de leurs ressources domestiques pour financer leur développement au 21e siècle. Cependant ces dernières années marquent une stagnation des progrès de mobilisation dans certaines régions, en partie à cause de la crise en cours provoquée par la pandémie de COVID-19. Aujourd'hui, les recettes fiscales en pourcentage du PIB sont plus élevées qu'au début du siècle et leur niveau est réparti plus uniformément entre les différents pays. À quelques exceptions près, les pays qui affichaient le niveau le plus bas de recettes fiscales en 2000 sont ceux qui sont parvenus à les accroître le plus.

Cette base de données incorpore les données exhaustives provenant des publications annuelles de la série des *Statistiques des recettes publiques*, qui couvrent les économies de l'OCDE, d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes. Produites conjointement avec des partenaires régionaux et en collaboration étroite avec les pays participants, ces publications procurent des renseignements sur les systèmes fiscaux et les priorités fiscales de chaque région.

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES

- **Une base détaillée, fiable et interactive, librement accessible en ligne ;**
- **Des indicateurs relatifs aux recettes fiscales en pourcentage du PIB et aux structures fiscales dans 120 économies toutes régions confondues ;**
- **Une méthode statistique internationalement reconnue et rigoureusement appliquée, qui forme un socle solide pour les analyses et les comparaisons entre pays ;**
- **Données produites et vérifiées en partenariat avec les économies et les organisations régionales.**

FAITS MARQUANTS

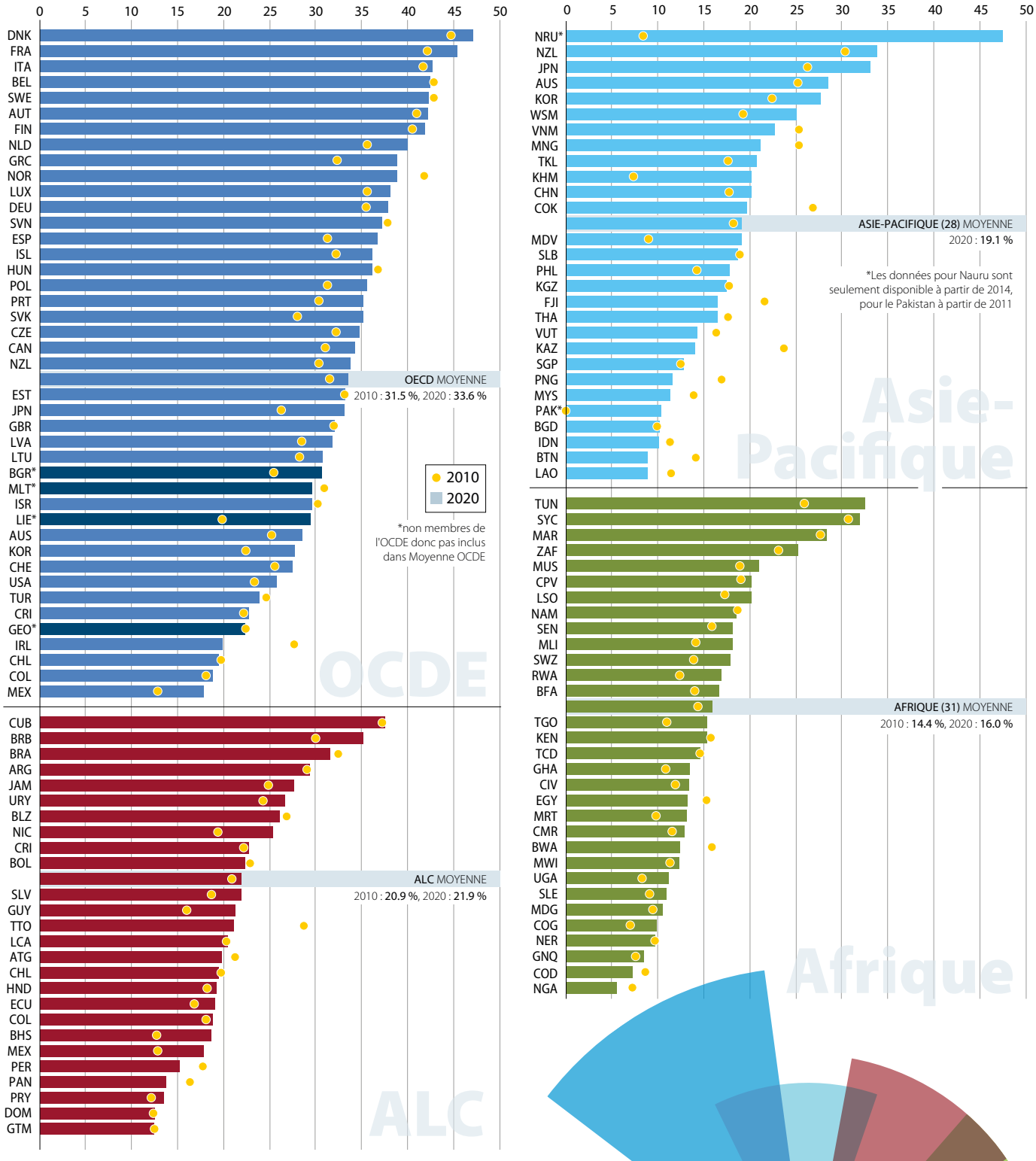
- **En 2022, la base de données s'est élargie, incluant désormais six pays supplémentaires (Bangladesh, Cambodge, Géorgie, Kirghizstan, Pakistan et Sierra Leone), ce qui la porte à 120 pays. Elle couvre plus de 85% du PIB mondial.**
- **Entre 2019 et 2020, le ratio impôts / PIB a baissé dans 78 economies et augmenté dans 41 economies. Pour environ 60% des pays, l'ampleur des changements était inférieur à 1 point de pourcentage (p.p.) et 15 économies ont connu une baisse plus importante que 2 p.p.**
- **En 2020, les ratios impôts /PIB moyens pour la moyenne l'Afrique (31) a baissé de 0.3 p.p. pour atteindre 16.0%, de 0.8 p.p. pour la moyenne ALC pour atteindre 21.9% et de 1.2 p.p. pour la moyenne Asie-Pacifique (28) pour atteindre 19.1% en 2020. La moyenne de l'OCDE a augmenté de 0.2 p.p. à pour atteindre 22.6% en 2020**

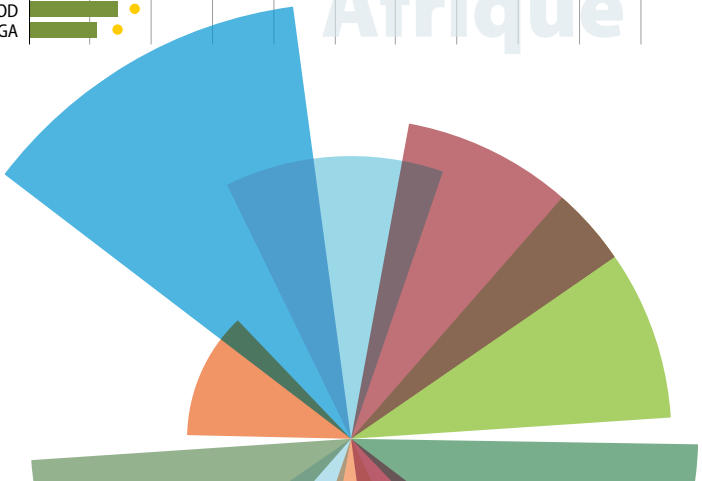
des recettes publiques

OCDE
DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

SNAPSHOT : PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA BASE DE DONNÉES MONDIALE DES STATISTIQUES DES RECETTES PUBLIQUES (en date du 5 décembre 2022)

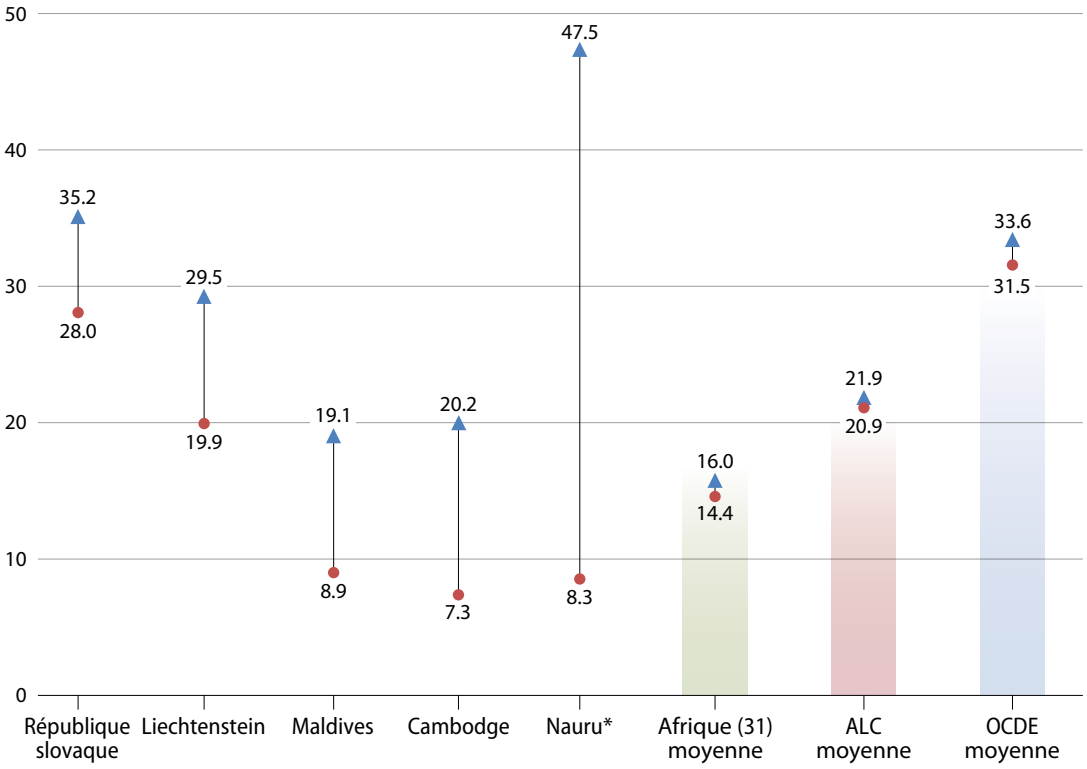
Ratios impôts / PIB en 2010 et 2020





SNAPSHOT : PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA BASE DE DONNÉES MONDIALE DES STATISTIQUES DES RECETTES PUBLIQUES (en date du 5 décembre 2022)

Évolution des ratios impôts / PIB dans les cinq pays enregistrant les plus fortes augmentations et pour les moyennes régionales entre 2010 et 2020

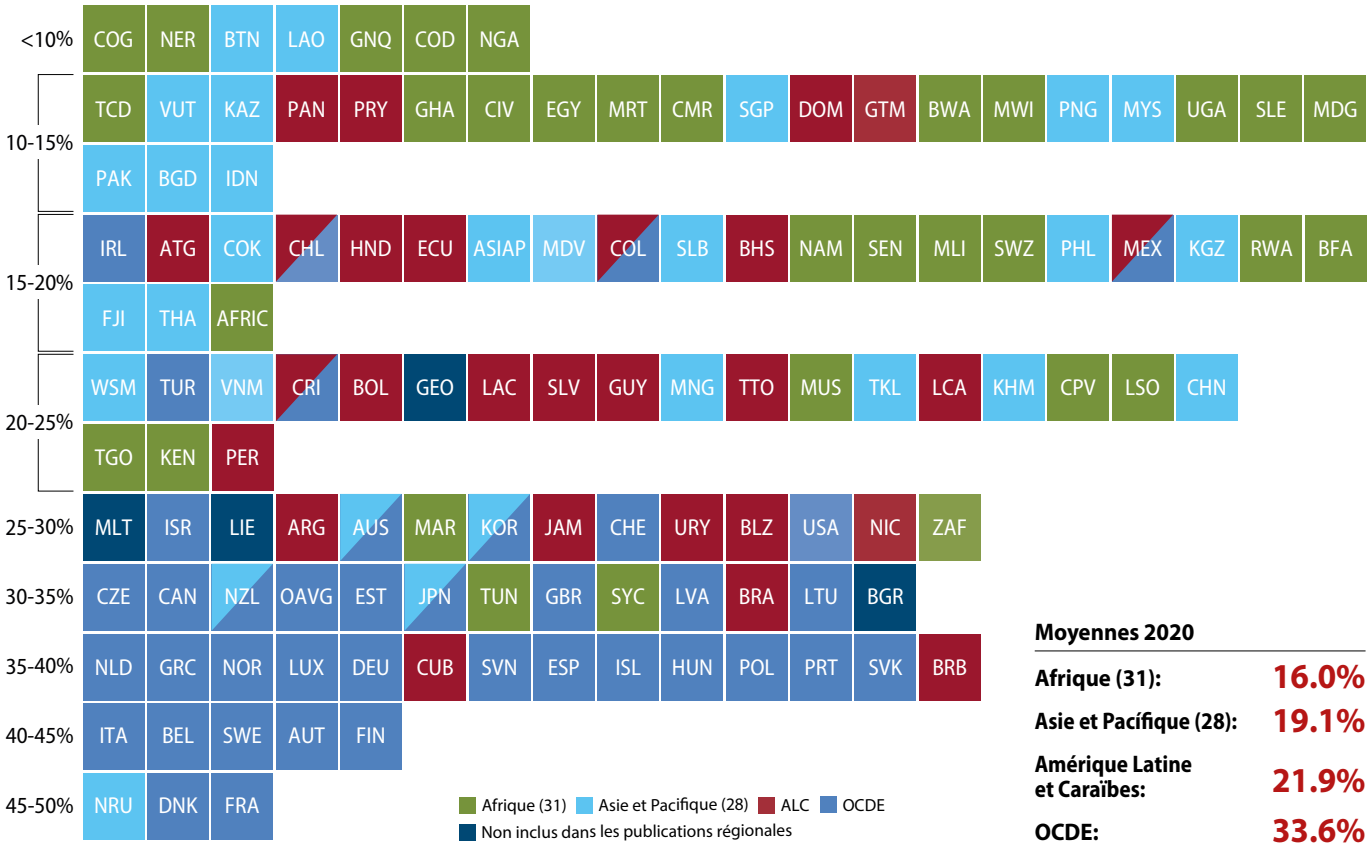


▲ 2020 ● 2010 | * Les données pour Nauru ne sont disponibles qu'à partir de 2014.

Entre 2010 et 2020 :

- Depuis 2010, le ratio impôts / PIB a augmenté dans plus de deux-tiers des économies figurant dans ***la base de données mondiale des statistiques des recettes publiques***.
- Les ratios impôts / PIB ont augmenté de plus de 6 points de pourcentage dans neuf économies depuis 2010 (le Cambodge, la Grèce, le Japon, le Liechtenstein, les Maldives, Nauru, la République slovaque et la Tunisie)
- Les moyennes régionales ont également augmenté durant cette période :
  - La moyenne pour l'Afrique (31) a augmenté de 1.6 p.p., passant de 14.4 % en 2010 à 16.0 % en 2020.
  - La moyenne de l'ALC a augmenté de 1.0 p.p., passant de 20.9 % en 2010 à 21.9 % en 2020.
  - La moyenne de l'OCDE a augmenté de 2.0 p.p., passant de 31.5 % à 33.6 % en 2020.

Les ratios impôts / PIB en 2020 varient d'une économie à l'autre ainsi qu'au sein d'une même région

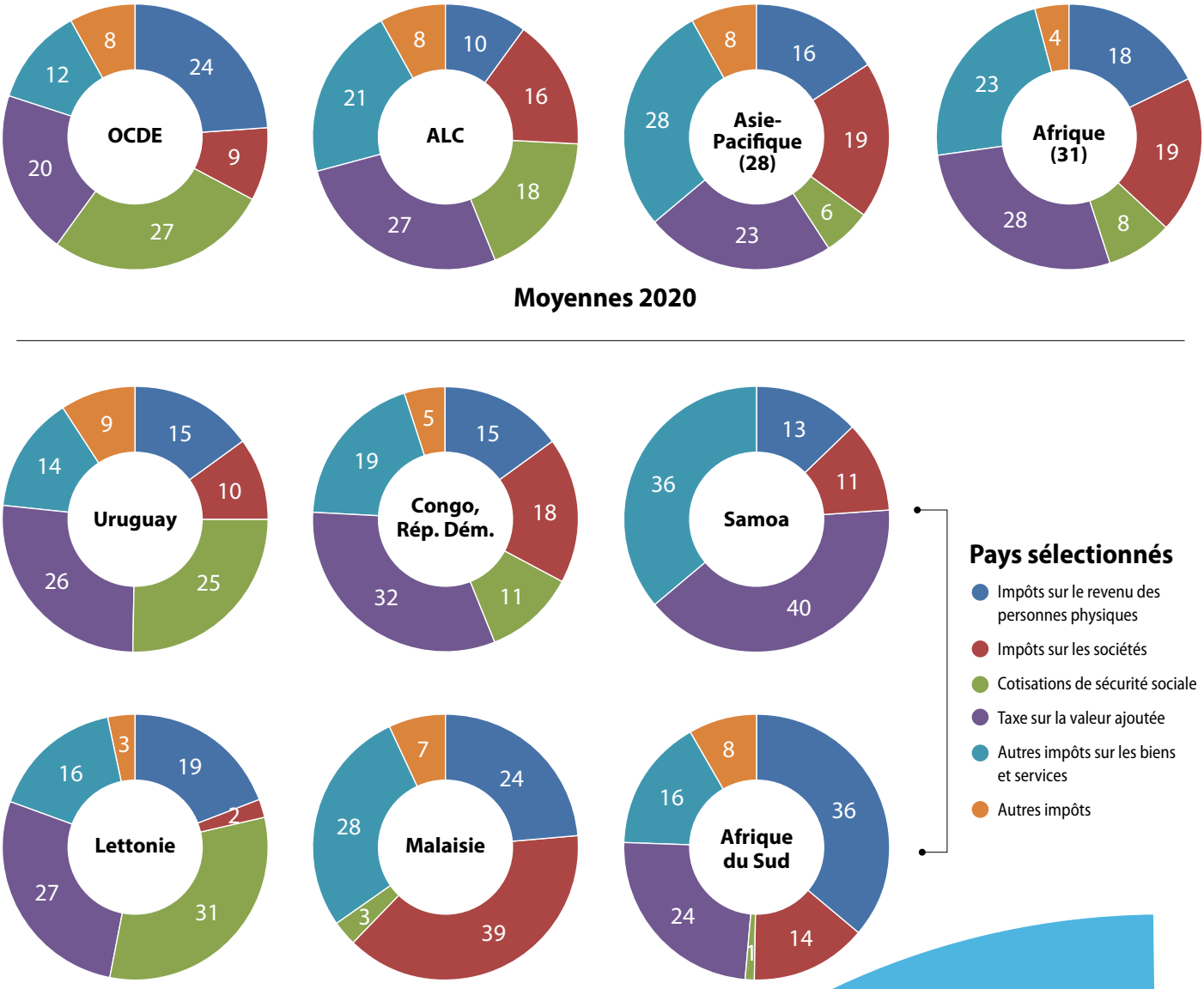


Moyennes 2020

Afrique (31):	**16.0%**
Asie et Pacifique (28):	**19.1%**
Amérique Latine et Caraïbes:	**21.9%**
OCDE:	**33.6%**

Les recettes fiscales généralement étaient plus élevées et mieux réparties entre les pays en 2020 qu'en 2010. Cependant, la crise du COVID-19 a eu un impact négatif sur les ratios impôts / PIB dans le monde entier.

Structures fiscales pour les moyennes Afrique (31), ALC, Asie-Pacifique (28), OCDE et pour les économies sélectionnées en 2020 (%)



Les économies d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, de l'Asie et du Pacifique s'appuient davantage sur les impôts sur les produits et services et les impôts sur les bénéfices des sociétés, tandis que les pays de l'OCDE privilégient les cotisations de sécurité sociale et les impôts sur le revenu des personnes physiques.

Un document de travail de l'OCDE sur la fiscalité décrit plus en détail les principaux résultats de la première édition de la base de données : **http://oe.cd/tax-working-papers**

Pour de plus amples informations sur la classification et l'élaboration de la base de données, consulter la note technique :
http://www.oecd.org/fr/fiscalite/politiques-fiscales/elaboration-de-la-base-de-données-mondiale-des-statistiques-des-recettes-publiques.pdf

Accédez au guide d'interprétation à l'adresse suivante :
https://oe.cd/classification-taxes-interpretative-guide-oecd

Pour consulter la base de données mondiale des statistiques des recettes publiques, voir :
https://stats.oecd.org/Index.aspx?datasetcode=RS_GBL

OCDE
DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

Pour plus d'informations :

RevenueStatistics@oecd.org

https://oe.cd/base-de-donnees-mondiale-des-statistiques-des-recettes-publiques

@OECDtax #RevStats

OECD Tax